



Au Cameroun, il y a quasiment un an jour pour Kumba un an après le drame jour, le 24 octobre 2020, sept enfants étaient tués et au moins treize autres blessés dans l'attaque d'une école, la « Mother Francisca International Bilingual Academy », situé à Kumba, dans le sud-ouest du pays. Indignation, manifestation et souffrance, le Quotidien revient sur ce tragique événement.

Le samedi 24 octobre 2020, aux environs de 12h les assaillants habillés en civils, armés de machettes et d'armes de guerre sont arrivés sur trois motos et entrent dans une salle de classe de la « Mother Francisca International Bilingual Academy » où ils ont froidement ouvert le feu sur les élèves. Au total ce sont 7 élèves tués lors de cette attaque. Dans une tentative de fuite, certains élèves ont été blessés en sautant du second étage du bâtiment. Informé de la survenance de cette tragédie, Monsieur le Président de la république son excellence Paul BIYA a instruit la prise en charge immédiate des blessés, lesquels ont promptement été évacués dans les établissements sanitaires appropriés dans les villes de Kumba, Buea, et Mutenguene. Sept jours après le drame suite à un décret institué par le chef de l'Etat S.E Paul Biya, la nation toute entière s'est recueillie en mémoire des sept enfants qui ont malheureusement perdu la vie lors de cet assaut. Les drapeaux ont donc été en berne durant cette journée décrétée journée de deuil national.

Cette attaque a fortement été condamnée par les populations, ces dernières qui ont manifestés dans les villes du Nord-ouest et du Sud-ouest avec des pancartes affichant « **I'm Kumba Children Lives Matter** ». Via les Réseaux sociaux, les utilisateurs ont également exprimé leur indignation en partageant des images spécifiquement conçues pour ce drame avec des hashtag #Kumba et #Endanglophonescrises.



Cette actualité qui a attristé la nation entière avait marqué le discours d'ouverture solennelle de la 3e session ordinaire de l'année législative le 12 novembre 2020. Le premier vice-président du sénat SM Aboubakar Abdoulaye a réitéré l'indignation des sénateurs et la ferme condamnation de ce drame humain. Il avait par la suite « appelé à une justice exemplaire contre ces criminels qui se sont attaqués à l'avenir du Cameroun », affiche un article de Cameroon Tribune datant du 13 novembre 2020.

Un procès a eu lieu entre décembre et septembre dernier. Sur le banc des accusés douze personnes, parmi lesquels le propriétaire de l'école, son directeur et cinq enseignants. Ces douze personnes ont été jugés par le tribunal militaire de Buea dont quatre d'entre eux ont été condamnés à mort, reconnus notamment coupables de terrorisme, hostilité à la patrie, sécession, insurrection et meurtre. Quatre autres ont écopé de cinq mois de prison. Les quatre derniers accusés ont, eux, été acquittés. « Ce procès a été entaché de graves irrégularités de fond et de vices de procédure qui ont compromis les droits à une défense adéquate et qui ont porté atteinte à l'indépendance des procédures elles-mêmes.

Les avocats de la défense, avec qui nous nous sommes entretenus, nous ont décrit ces multiples irrégularités, entre autres le fait qu'ils n'ont pas pu contre-interroger les témoins, c'est-à-dire que l'accusation a présenté tous ses éléments de preuves seulement dans des

déclarations écrites et sans convoquer les témoins qui auraient pu être interrogés par la défense sur la teneur de leurs déclarations. Ceci pose problème car prononcer une condamnation et en plus une condamnation à la peine capitale, uniquement ou principalement sur la base de témoignages non vérifiés des témoins absents, viole carrément les normes d'un procès équitable », a précisé Ilaria Allegrozzi, chercheuse senior sur l'Afrique centrale au sein de l'ONG.

Source: Le Quotidien
